

L'extrémisme, un défi à la vérité

La montée des populismes, favorisée notamment par l'infox, déstabilise les démocraties libérales. Dans nombre de pays, l'expression même de la liberté qu'est l'art de la nuance, est menacée

Définition possible, parmi d'autres, de l'extrémisme : la négation de la nuance. Nous y sommes. Nous vivons en des temps bouleversés. L'écosystème de valeurs des Européens tangué. Les ratages de la mondialisation économique libérale, notamment, déstabilisent la démocratie libérale tout court – dont le capitalisme peut fort bien se passer, hélas. Au passage, la liberté d'expression en prend un coup, elle régresse ici et là au sein même de l'Union européenne (UE). Raison pour laquelle la Fondation du camp des Milles, en partenariat avec *Le Monde*, organise la conférence-débat « La pensée libre au défi des extrémismes en Europe », lundi 6 mai, à 19 heures, à l'Assemblée nationale. Ce mouvement de recul prend plusieurs formes qui, toutes, malmènent cet élément-clé du débat politique, l'expression même de la liberté, qu'est l'art de la nuance.

L'un des ponts qui relie l'élection de Donald Trump, le Brexit et la montée de ce qu'on appelle les démocraties « illibérales » – à Moscou, à Ankara mais aussi à Budapest ou à Varsovie dans l'UE –, c'est la propension à « globaliser ». On impose comme acteurs bien précis et identifiables une série d'entités à l'existence pourtant douteuse. Il y a l'ennemi, « les élites », cette caste uniforme, monopolisant privilèges matériels et capital culturel, qu'il s'agit naturellement d'abattre – sans qu'on sache pour autant la définir avec précision.

La bataille contre les « élites » est menée au nom du « peuple », dont les partisans de la sortie du Royaume-Uni se revendiquent puisque la majorité des votants a, après tout, emporté le référendum du 23 juin 2016 (51,9 %). Le « peuple » a tranché : il faut sortir de l'UE, même si personne ne sait trop ce que cela veut dire. Les délégations de pouvoir consenties à Bruxelles doivent être rendues à la Chambre des communes, seule dépositaire de l'expression de la souveraineté du royaume, mais ladite Chambre, élue elle aussi par « le peuple », est en total désaccord sur le niveau de Brexit qu'il

faut réaliser ! Sur une telle question, il eût fallu « nuancer », ce que ne permet pas la procédure du référendum...

« Le peuple » – dont se réclament brexiters, « gilets jaunes », Trump et nombre de pouvoirs autoritaires en Europe – n'est pas moins facile à cerner. Rassemble-t-il tous les citoyens d'un pays ou seulement ceux en dessous d'un certain niveau de revenu ? D'éducation ? De biens matériels ? Mais alors, on en sortirait, du « peuple », quand on arrive à mieux gagner sa vie ou à décrocher des diplômes, et l'on y retournerait en cas de méchante grosse faillite... ? Pas sérieux.

Réseaux sociaux

Guère moins pertinente ou tout aussi floue est cette autre entité qu'on mal-nomme ainsi : « les médias ». Le *Financial Times* rangé dans le même sac que les sensationnalistes chaînes d'information en flux continu ? Le torrent d'images, de sons, de mots des réseaux sociaux classé dans la même famille que les publications animées par

Les hackers extrémistes ont pignon sur rue et ajustent leurs cibles, tout comme les partis nationalistes

des professionnels du journalisme ? Les « médias », en tant que groupe d'activité singulier, pratiquant le même métier, cela n'existe pas.

Ce qui est ici en cause, c'est un glissement continu vers l'effacement de la frontière entre le vrai et le faux, le fait et la fiction, la propagande et l'information. Or, la vérité et la liberté sont liées, elles vont ensemble, l'une conditionne la possibilité de l'autre. Quoi de commun encore entre la campagne électorale de Trump, celle du Brexit au printemps 2016, la rhétorique émanant des pouvoirs de Viktor Orban en Hongrie ou du

parti Droit et justice de Jaroslaw Kaczynski en Pologne ? Le maniement de la « fake news », de la grosse « fake news ».

En politique, il y a toujours des mensonges, des demi-vérités. Mais on a dit aux Britanniques qu'ils auraient à la fois le Brexit et tous les bénéfices de l'UE, aux Américains qu'ils reviendraient aux « belles » années 1950, aux Hongrois que Bruxelles voulait submerger leur pays sous des hordes de réfugiés venus du Moyen-Orient, aux

Polonais que l'idéal européen était d'en finir avec la sainte Pologne, etc.

Au service de cette façon de manipuler la réalité, il y a maintenant la machine surpuissante des réseaux sociaux en mesure d'imposer et de propager ainsi une métavérité ou post-vérité ouvrant la porte à toutes sortes de théories du complot. Les hackers extrémistes ont pignon sur rue et ajustent leurs cibles, tout comme les partis nationalistes.

Boucs émissaires les plus fréquents : l'immigration musulmane et les juifs ; les démocrates américains prêts à transformer les Etats-Unis en pays socialiste ; la presse éternellement occupée à tromper « le peuple » ; « Bruxelles » et le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros complotant contre la Hongrie ; l'Europe occidentale voulant imposer à la Pologne le mariage pour tous. « *On nous cache tout* », « *Je l'ai lu sur Internet* », « *Ne soyez pas naïfs* ». Dans l'hebdomadaire *Le Point*, le grand essayiste allemand Peter Sloterdijk s'interroge sur ce phénomène : « *Les réseaux sociaux ou la destruction des nuances* ».

Une fois au pouvoir, les protestataires de droite ou de gauche – ceux que l'on appelle les « populistes » – installent cette forme abâtardie de la démocratie qu'est la « démocratie illibérale ». Les élections sont libres, mais celui qui les gagne devient propriétaire de l'Etat. Le jeu des pouvoirs et contre-pouvoirs est neutralisé, celui de la séparation des pouvoirs aussi : contrôle de la justice, de l'audiovisuel public, des programmes scolaires et universitaires ; par copinage capitaliste ou autres, mainmise sur la presse privée.

La démocratie libérale est ainsi attaquée de

l'intérieur. Elle qui aime le gris, le compromis, la réforme, résiste mal à la fin des nuances. En cette période de grand chambardement, l'extrémisme s'insinue dans l'espace laissé par les ratages de l'économie libérale globalisée. Mais ce que l'extrémisme remet en cause, c'est la démocratie libérale. Inter-

rogé sur les «valeurs» auxquelles il tenait le plus, le philosophe Raymond Aron répondait : «Vérité et liberté, les deux notions étant pour moi indissociées [car] pour pouvoir exprimer la vérité il faut être libre.» C'est cet héritage que nous remettons en question. ■

ALAIN FRACHON

Ce dossier a été réalisé dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation du camp des Milles.

La Fondation du camp des Milles redoute la montée des extrêmes

L'établissement s'inquiète de la prise en tenailles des libertés d'expression et des médias par l'islamisme radical et le nationalisme

En avril, la Fondation du camp des Milles a réédité son *Petit manuel de survie démocratique*. «Une réédition imposée par le contexte sociétal et les menaces contre la démocratie», annonce-t-elle dans son avant-propos. Dans cet ouvrage publié en 2015, elle y démontre, graphiques à l'appui, qu'une démocratie se transforme en un régime autoritaire lorsque la minorité agissante, qui accède au pouvoir par la force ou par les urnes, s'appuie sur la perte de repères pour attaquer les institutions, les élites et les médias. Si la France n'a pas basculé, la fondation s'inquiète. «Aujourd'hui, ces libertés sont prises en tenailles par deux extrémismes majeurs, islamiste d'une part et nationaliste de l'autre, qui s'alimentent l'un l'autre. Les islamistes radicaux prennent prétexte du nationalisme agressif qui stigmatise les musulmans pour séduire et s'autojustifier, et les nationalistes se servent des attentats et de la dimension conquérante du djihad pour en faire autant», explique son président, Alain Chouraqui, directeur de recherche émérite au CNRS.

Son analyse s'appuie notamment sur l'indice d'analyse et d'alerte républicaine et démocrati-

que (AARD) que la fondation calcule à partir de huit indicateurs : chômage des jeunes; bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA); intolérance; votes extrémistes; actes racistes; atteintes aux personnes; crimes et délits; thématiques identitaire et sécuritaire dans les débats parlementaires. «La version 2019 de l'indice AARD montre une progression et rejoint un niveau où le risque pour la démocratie est plus de quatre fois supérieur à ce qu'il était en 1990, indique M. Chouraqui. L'année 2018 voit ainsi un développement de la thématique sécuritaire et une augmentation massive, en nombre et en gravité, des actes antisémites, qui tire vers le haut le total des actes racistes. La tendance lourde de l'indice réapparaît ainsi en 2018, après deux années de baisse, que l'on peut expliquer par les réactions fermes des pouvoirs publics après les attentats de 2015 et par la résilience des Français, qui ont évité les amalgames dangereux entre terroristes et musulmans.»

Cet exemple d'«un pouvoir politique qui montre le chemin» incite M. Chouraqui à penser que «la démocratie française n'est pas impuissante pour faire face aux

attaques contre les médias et les journalistes». Selon lui, il revient également aux citoyens d'agir. «Nous mettons toujours l'accent sur les résistances individuelles, collectives mais aussi institutionnelles qui ont marqué l'histoire. Dans une démocratie, les citoyens peuvent réagir : c'est le cas des jeunes face au réchauffement climatique qui ont compris que tout ne se joue pas au niveau politique.»

«Petits démons» contemporains Son analyse sur le niveau de vigilance des médias vis-à-vis des discours extrémistes est moins sévère que celle d'autres observateurs tel Daniel Schneidermann, qui, dans *Berlin 1933. La presse internationale face à Hitler* (Seuil, 2018), démontre l'aveuglement des journalistes d'hier face

au nazisme, pour mieux mettre en garde ceux d'aujourd'hui, impuissants face aux «petits démons» contemporains. «La situation me semble contrastée, observe Alain Chouraqui. Il y a d'une part une plus grande conscience du danger et une plus grande attention aux leçons du passé. Il y a en particulier un vrai travail à saluer de la part des médias contre les «fake news», mortifères pour la démocratie. Ce-

pendant, malgré certains efforts, il y a une tendance à valoriser l'immédiateté, l'émotionnel et les provocations qui peuvent être décisives quand l'histoire hésite comme aujourd'hui. Il y a surtout une accoutumance aux propos extrémistes. Le débat, depuis quelques années – crise des «gilets jaunes» exclue –, a été dominé par la dimension identitaire – et notamment par les questions d'immigration –, un sujet légitime, mais sa prégnance a été historiquement le moteur de l'engrenage qui mène au pire. Une dérive que les médias ont fini par accompagner.»

La situation en Hongrie et en Pologne est autrement préoccupante. «Dans plusieurs pays européens, on observe que les médias sont menacés par l'extrémisme offensif, puis manipulés par l'extrémisme au pouvoir, affirme Alain Chouraqui. Chaque pays a son chemin propre, mais les atteintes à l'indépendance des médias par le pouvoir politique signent l'évolution vers un régime autoritaire, la promotion de valeurs nationalistes ou religieuses radicales et l'affaiblissement systématique des contre-pouvoirs.» ■

ANTOINE FLANDRIN

Bienvenue en «Orbanistan»

En Hongrie, le paysage médiatique national est un champ de ruines

BUDAPEST - envoyé spécial

La rédaction de *Nepszava* ressemble au village d'Asterix. Dans un immeuble moderne du centre de Budapest, une poignée de rédacteurs s'activent pour remplir le journal. En cette fin du mois de mars, ils sont une vingtaine tout au plus : le dernier quotidien indépendant de Hongrie ne tire qu'à 21 000 exemplaires. S'il est toujours imprimé, après 146 ans d'une existence très mouvementée, c'est parce que Viktor Orban, le premier ministre souverainiste si controversé, veut laisser un semblant de pluralité dans ce pays membre de l'Union européenne depuis 2004. *Nepszava* n'est pas à vendre. Du moins, pas encore.

Autour de lui, le paysage médiatique national est un champ de ruines encore fumantes. La quasi-totalité des fleurons de l'information sont passés entre les mains d'oligarques proches de la majorité. Ils relaient les éléments de langage distillés par le Fidesz, le parti au pouvoir, avec un zèle critiqué par l'ONU, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'Union européenne. Pour les rares journalistes cherchant encore la vérité, le chemin est semé d'embûches.

«Le concept de liberté d'expression n'a plus vraiment de sens en Hongrie, estime Gabor Horvath, le rédacteur en chef de *Nepszava*. La pression sur nos sources conduit à une autocensure généralisée. Aujourd'hui, nous voulions publier

un entretien avec un acteur très célèbre. Ce dernier nous avait accordé une interview qui n'avait rien de politique et il était ravi. Mais ce matin, nous avons reçu un coup de fil de sa part. Il a préféré annuler après avoir parlé à son agent, de peur de voir ses prochains contrats s'envoler.»

L'anecdote est révélatrice du climat actuel au «village Potemkine». C'est comme cela que, désormais, les acteurs fatigués d'une «résistance civique» nommée «l'Orbanistan», nouveau nom d'une démocratie où l'exécutif, au pouvoir depuis neuf ans, tirerait sa légitimité des urnes tout en affaiblissant les corps intermédiaires, jusqu'à rendre l'alternative quasiment impossible. Sauce 2019, la Hongrie est un

décor semblable à celui qui avait été érigé à base de carton-pâte, lors de la visite en Crimée de Catherine II, au XVIII^e siècle.

«Apparence de la diversité»

«Le pays se construit en trompe-l'œil, confirme Pal Kovago, chercheur en psychologie sociale à l'université catholique Peter-Pazmany de Budapest. Il n'y a jamais eu autant de discussions, de chaînes YouTube, de sites d'information. Toutefois, cette vitalité nouvelle est enfermée dans une bulle créative, confinée à la capitale. Elle est tolérée par les autorités, car elle offre l'apparence de la diversité. En province, la population attend toujours qu'on lui dise quoi penser. Dans les bastions du Fidesz [la formation du premier ministre hongrois, Viktor Orban], en zones rura-

les, la politique fonctionne comme une religion.»

Sous le communisme, jusqu'en 1989, les institutions publiques étaient des outils de répression. Mieux valait s'en tenir le plus éloigné possible. Cet héritage perdure et explique une grande passivité, face aux attaques contre les syndicats, les partis d'opposition, les ONG et les milieux culturels. D'ailleurs, dans son essai *Dans la tête de Viktor Orban* (Actes Sud,

La quasi-totalité des fleurons de l'information sont entre les mains d'oligarques proches de la majorité

192 pages, 19,50 euros), la journaliste Amélie Poinssot compare l'Orbanisme au kádárisme. Janos Kadar dirigea la Hongrie jus-

qu'en 1988. Personne n'aimait ce premier secrétaire qui avait renié la révolution de 1956. Mais on appréciait quand même le relatif confort économique apporté par son régime.

Cette forme renouvelée d'un «contrat social» – atomisation des oppositions, en échange d'une stabilité et d'une prospérité apparente –, Robert Alföldi en a fait l'expérience. Autre part en Europe, ce metteur en scène serait couvert d'éloges : il est l'un des plus doués de sa génération. A domicile, il souffre d'une marginalisation proportionnelle à son talent.

«J'ai toujours pu dire tout ce que je voulais, ironise le quinquagénaire, qui monte *Electre*, sans être rattaché à une quelconque institution. On ne jette pas les gens en prison. On les écarte, progressivement. Mon poste de directeur du Théâtre national n'a pas été renouvelé, après le changement de gouvernement. Ma parole n'est plus relayée par les radios et les télévisions pu-

bliques. Et en janvier, le gouvernement a centralisé la distribution des crédits d'impôts alloués aux petites compagnies privées. Je ne sais absolument pas si je pourrai monter de nouveaux projets cette année.»

L'expression «tactique du sàlami» n'a-t-elle pas été inventée par le chef du Parti communiste hongrois, Matyas Rakosi, pour décrire l'élimination progressive des contre-pouvoirs, «tranche après tranche»? M. Alföldi dépeint les personnalités ayant remplacé les élites libérales à la tête des institutions culturelles subventionnées comme autant de carpes silencieuses, craignant de déplaire à leur tutelle, dans un système vertical. Cette nécrose intellectuelle est évidemment niée par le gouvernement. Le 26 mars, il a mis en avant un festival subventionné présentant la production théâtrale de huit des dix-sept minorités ethniques (Roms, Serbes, etc.) officiellement reconnues en Hongrie.

«Viktor Orban fait très attention

à ce que la situation ne dégénère pas, note Gabor Horvath. Donc la lumière s'éteint sur la démocratie hongroise dans un climat de sécurité. En 1920, notre rédacteur en chef avait été assassiné. Je me demande quand cette violence va ressurgir.» Jamais, peut-être : Robert Alföldi, par exemple, est tout sauf amer. Trente mille personnes avaient manifesté pour protester contre la reprise en main de l'institution qu'il dirigeait.

«Une expérience unique dans la vie d'un artiste», dit-il. Optimiste, il se moque des honneurs et refuse de se voir en victime. Et puis les frontières de la Hongrie ne sont pas hermétiques. En mode «easy Jet», de nombreuses personnalités ont choisi le chemin de l'exil, comme le metteur en scène Arpad Schilling, l'un des plus cotés à l'international. De guerre lasse, il a récemment gagné la France. Et revient très régulièrement fouler ses terres originelles. Sans désespérance. ■

BLAISE GAUQUELIN

« Les garanties en vigueur pour l'information et la liberté d'opinion sont en train de sauter »

Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières, craint une loi de la jungle

ENTRETIEN

Le journalisme est la cible de critiques, de pressions, d'intimidations, voire d'agressions, aussi bien dans les régimes autoritaires que dans les démocraties occidentales, où le «quatrième pouvoir» est l'objet d'une défiance croissante du public sur fond de montée des extrêmes et de transformation du modèle économique des médias. Plus de trente ans après sa création, l'ONG Reporters sans frontières a adapté son combat à cette nouvelle donne, témoigne Christophe Deloire, son secrétaire général.

Quelles sont les principales menaces qui pèsent sur la liberté d'expression ?

En premier lieu, il y a les prisons visibles, autrement dit les violations des droits des journalistes, qui peuvent provenir des Etats, mais aussi de groupes à l'intérieur de la société, extrémistes religieux, mafieux ou autres. Deuxièmement, comme le dit le blogueur chinois Hu Jia, il existe des prisons invisibles – celles de l'argent, de la technologie, de la loi. Les victimes, dans ce cas, c'est l'ensemble des citoyens privés de leur droit légitime à l'information. Enfin, On doit craindre la loi de la jungle, car les garanties en vigueur pour l'infor-

mation et la liberté d'opinion sont en train de sauter du fait de la numérisation et de la globalisation.

Comment expliquer que le combat se déroule aujourd'hui même dans les démocraties, notamment en France, où, on vient de le voir avec le cas de Gaspard Glanz, les journalistes se retrouvent en première ligne à l'occasion du mouvement des «gilets jaunes» ?

Je ne renvoie pas dos à dos les démocraties et les régimes autoritaires ou dictatoriaux. Il n'y a aucune comparaison possible entre ce qui se passe en France ou au Royaume-Uni et, par ailleurs, en Turquie ou en Chine. Au-delà des évolutions dangereuses comme en Pologne ou en Hongrie, nous observons néanmoins une hostilité croissante envers les journalistes, souvent alimentée par les politiques, qui mène à des passages à l'acte : sur le territoire européen, des journalistes d'investigation ont été assassinés. En matière de politiques publiques, la France doit faire preuve d'exemplarité : le niveau des violences policières contre les journalistes n'est pas admissible, pas plus que les mesures coercitives illégitimes.

Comment lutez-vous contre toutes ces menaces ?

Nous travaillons sur ces trois types de dangers : sur la sécurité des journalistes, sur les questions d'indépendance éditoriale dans le cadre des concentrations verticales, et sur les règles du jeu au niveau global. Le journalisme de qualité est aujourd'hui en concurrence avec l'information sponsorisée, la propagande, les rumeurs. Il souffre là aussi d'une forme de désavantage concurrentiel.

Comment faire ?

Nous avons lancé un processus qui vise à mettre en place des garanties sur l'information et la démocratie, en tenant compte de la réalité de l'espace numérique global. En 2018, à l'occasion du Forum de Paris sur la paix, douze pays démocratiques (Burkina Faso, Canada, Costa Rica, Danemark, France, Lettonie, Liban, Lituanie, Norvège, Sénégal, Suisse et Tunisie) ont souscrit à notre démarche, s'engageant sur la base de la «Déclaration sur l'information et la démocratie» édictée par une commission mise en place à notre initiative et regroupant des Prix Nobel, spécialistes du numérique et journalistes en proie à des régimes autoritaires.

Les choses avancent, il est même prévu que notre initiative soit à l'agenda du prochain sommet du G7, à Biarritz, en août.

Nous ne devons laisser les pleins pouvoirs ni aux plates-formes numériques ni aux gouvernements totalitaires, même si je ne compare pas les deux.

En France, par exemple, le mouvement des «gilets jaunes» a pourtant montré l'acuité de la crise de confiance entre citoyens et médias...

Il est crucial d'éviter de renforcer les logiques de polarisation. Nos projets ne sont pas dirigés contre la Russie, contre les «gilets jaunes», les populistes, etc. Nous posons des principes qui peuvent unanimement être reconnus comme positifs. En outre, avec la Journalism Trust Initiative («Initiative pour la confiance dans le journalisme»), nous travaillons sur un processus de standardisation avec des agences de presse, comme l'AFP ou AP, des médias ou des syndicats de journalistes, de la Corée du Sud aux Etats-Unis, en passant par l'UE et les Balkans. Nous créons un mécanisme pour valoriser la production des médias qui présentent des garanties d'indépendance éditoriale, de mise en œuvre des méthodes journalistiques, de respect des règles déontologiques et de transparence, notamment sur la propriété. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANÇOIS BOUGON